

PREFET DU PAS-DE-CALAIS

- 7 JUL. 2010

PREFECTURE
DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES
BUREAU DES PROCEDURES D'UTILITE PUBLIQUE
SECTION INSTALLATIONS CLASSEES
Affaire suivie par : Mme MERCIER
Tél. : 03.21.21.22.41
Fax. : 03.21.21.23.13
genevieve.mercier@pas-de-calais.gouv.fr

Arras, le 1er juillet 2010

Monsieur le Directeur,

Je vous adresse, sous ce pli, une copie de mon arrêté du 1er juillet 2010 portant ouverture d'une enquête publique relative à votre demande d'exploiter une centrale à production d'électricité, lieudit « Fond des Seize » à MONCHY AU BOIS.

Cette enquête sera portée à la connaissance du public et à vos frais, par voie de presse, par insertion d'un avis dans l'édition du Pas-de-Calais du vendredi 6 août 2010 de "LA VOIX DU NORD" et du journal "HORIZONS".

Je vous invite à participer à l'information autour de cette enquête.

Vous recevrez directement les factures accompagnées d'exemplaires justificatifs des journaux se rapportant à ces insertions.

Dès la clôture de l'enquête, M. Michel-Ange MOUQUET, Commissaire-Enquêteur, qui assurera les permanences en mairie de MONCHY AU BOIS, vous convoquera afin de vous faire connaître les observations qui auront éventuellement été formulées.

Il vous appartiendra de lui adresser un mémoire en réponse dans un délai de 12 jours.

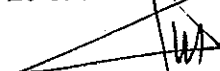
Je vous signale, en outre, que si votre demande connaît une suite favorable, un avis informant le public que l'autorisation vous a été accordée, sera inséré à vos frais dans ces deux journaux.

Par ailleurs, le décret n° 94-873 du 10 octobre 1994 relatif à l'indemnisation des Commissaires-Enquêteurs stipule, en son article 1, que ceux-ci ont droit à une indemnité, à la charge du maître d'ouvrage, qui comprend les vacations et le remboursement des frais engagés pour l'accomplissement de leur mission.

Ces frais sont arrêtés et fixés par ordonnance qui vous sera notifiée par le Président du Tribunal Administratif.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau délégué,



Christian ORBAN

Monsieur le Directeur de la
Société 3CA SAS
15-19, rue Louis Le Grand

75002 PARIS



PREFET DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DES AFFAIRES GÉNÉRALES
Bureau des procédures d'utilité publique

BORDEREAU

des pièces annexées à la lettre adressée au pétitionnaire

Numéro d'Ordre	NATURE des PIECES
1	Arrêté préfectoral portant ouverture de l'enquête
2	Calendrier des opérations de l'enquête
3	Affiche à placarder sur le site



PREFET DU PAS-DE-CALAIS

PREFECTURE
DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES
BUREAU DES PROCEDURES D'UTILITE PUBLIQUE
SECTION INSTALLATIONS CLASSEES
DAGE-BPUP-IC/GM-N°2010-150-

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Commune de MONCHY AU BOIS

**EXPLOITATION D'UNE CENTRALE
A PRODUCTION D'ELECTRICITE
PAR LA SOCIETE 3CA**

ARRETE PORTANT OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 8 janvier 2009 portant nomination de M. Pierre de BOUSQUET de FLORIAN, en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la demande présentée par la Société 3CA, dont le siège social est 15 et 19, rue Louis Le Grand à PARIS, à l'effet d'être autorisée à exploiter une centrale à production d'électricité, lieudit « Fond des Seize » à MONCHY AU BOIS ;

VU les plans produits à l'appui de la demande ;

VU l'ordonnance de M. le Président du Tribunal Administratif de LILLE en date du 21 juin 2010 désignant M. Michel-Ange MOUQUET, officier général de l'armée de l'air, en retraite, en qualité de commissaire-enquêteur et Mme Claudie COLLOT, en qualité de suppléante ;

.../...

VU l'arrêté préfectoral 2010-10-109 en date du 4 janvier 2010 portant délégation de signature ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} :

La demande ci-dessus visée sera soumise à l'enquête publique pendant un mois, du 30 août 2010 au 30 septembre 2010.

ARTICLE 2 :

Pendant le délai fixé à l'article 1er, le public pourra prendre connaissance du dossier relatif à cette installation, à la Mairie de MONCHY AU BOIS où il est déposé, aux jours et heures d'ouverture de la Mairie, et consigner ses observations sur le registre ouvert à cet effet.

Une étude d'impact est insérée au dossier d'enquête publique.

ARTICLE 3 :

M. Michel-Ange MOUQUET, Commissaire-Enquêteur, sera présent à la Mairie de MONCHY AU BOIS :

- le lundi 30 août 2010 de 14 h à 17 h
- le jeudi 9 septembre 2010 de 14 h à 17 h
- le vendredi 17 septembre 2010 de 16 h 30 à 19 h 30
- le mardi 21 septembre 2010 de 9 h à 12 h
- le jeudi 30 septembre 2010 de 9 h à 12 h

afin de recevoir les observations que pourrait susciter cette exploitation.

Les observations qui lui seront présentées par écrit devront être signées des déclarants, il les annexera au registre d'enquête.

Celles qui seront rédigées sur le registre d'enquête devront être signées des auteurs.

Celles qui seront faites verbalement seront consignées par lui sur le registre d'enquête ; il les fera signer par les déposants et, si ceux-ci ne savent pas écrire, les certifiera conformes aux dépositions.

ARTICLE 4 :

L'enquête sera portée à la connaissance du public par voie de publication et d'affiches par les soins du Président de la Communauté de Communes des Vertes Vallées, de la Mairie de MONCHY AU BOIS et de celles dont le territoire est touché par le périmètre du rayon d'affichage : BIENVILLERS AU BOIS, HANNESCAMPES, BERLES AU BOIS, POMMIER, FONCQUEVILLERS, BAILLEULMONT, HUMBERCAMPES et RANSART.

.../...

L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat d'affichage.

L'enquête sera également annoncée par les soins de la Préfecture du Pas-de-Calais aux frais du demandeur dans deux journaux locaux diffusés dans le département du Pas-de-Calais.

Les publications auront lieu au plus tard 15 jours avant l'ouverture de l'enquête publique.

L'avis d'enquête sera mis en ligne sur le site internet de la Préfecture du Pas-de-Calais (thème « Consultation du public »).

ARTICLE 5 :

A l'expiration du délai d'un mois, le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire-enquêteur qui convoquera dans la huitaine le demandeur et lui communiquera sur place, les observations écrites ou orales, celles-ci étant consignées dans un procès-verbal en l'invitant à produire dans un délai de 12 jours un mémoire en réponse.

Dans les 15 jours suivant la réponse du demandeur, ou à l'expiration du délai imparti à ce dernier pour donner cette réponse, le commissaire-enquêteur retournera le dossier d'enquête avec ses conclusions motivées et séparément, un rapport relatant le déroulement de l'enquête dans lequel il examinera les observations recueillies, à la Préfecture du Pas-de-Calais - Direction des Affaires Générales - Bureau des Procédures d'Utilité Publique - Section Installations Classées.

ARTICLE 6 :

Toute personne physique ou morale intéressée pourra prendre connaissance à la Préfecture - Bureau des Procédures d'Utilité Publique - Section Installations Classées, du mémoire en réponse du demandeur et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur.

ARTICLE 7 :

A l'issue de l'enquête, le Préfet du Pas-de-Calais statuera sur la demande d'autorisation d'exploiter.

ARTICLE 8 :

Le Président de la Communauté de Communes des Vertes Vallées, le Conseil Municipal de la commune de MONCHY AU BOIS et celui des communes de BIENVILLERS AU BOIS, HANNESCAMPES, BERLES AU BOIS, POMMIER, FONCQUEVILLERS, BAILLEULMONT, HUMBERCAMPS et RANSART donneront leur avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête.


Les délibérations qui devront intervenir au plus tard 15 jours après la clôture du registre d'enquête seront transmises à la Préfecture du Pas-de-Calais - Direction des Affaires Générales - Bureau des Procédures d'Utilité Publique - Section Installations Classées. Ne pourront être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture du registre d'enquête.

ARTICLE 9 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, M. le Président de la Communauté de Communes des Vertes Vallées, M. le Maire de MONCHY AU BOIS, Mme le Maire de RANSART, MM. les Maires de BIENVILLERS AU BOIS, HANNESCAMPS, BERLES AU BOIS, POMMIER, FONCQUEVILLERS, BAILLEULMONT et HUMBERCAMPS et M. le Commissaire-enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRAS, le 1^{er} JUIL. 2010

Pour le Préfet,
Le Directeur délégué,


Benoît ROOSEBEKE

Copies destinées à :

- M. le Directeur de la Société 3CA - 15-19 Rue Louis Le Grand - 75002 PARIS
- M. le Président de la Communauté de Communes des Vertes Vallées - 3 ter, rue du château - 62123 BAILLEULVAL
- M. le Maire de MONCHY AU BOIS
- Mme le Maire de RANSART
- MM. les Maires de BIENVILLERS AU BOIS, BERLES AU BOIS, FONCQUEVILLERS, BAILLEULMONT, POMMIER, HANNESCAMPS, HUMBERCAMPS
- M. Michel-Ange MOUQUET, Commissaire-Enquêteur
- Mme Claudie COLLOT, Commissaire-Enquêteur
- M. le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Service Risques à DOUAI
- M. le Directeur départemental des Territoires et de la Mer (Service Urbanisme + Service Environnement et Aménagement Durable + Service Eau et Risques) à ARRAS
- Affichage
- Dossier
- Chrono

PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

Direction des Affaires Générales
Bureau des Procédures d'Utilité Publique
Section Installations Classées
Téléphone : 03.21.21.22.41

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Commune de MONCHY AU BOIS

Enquête publique

AUTORISATION D'EXPLOITER UNE CENTRALE A PRODUCTION D'ELECTRICITE PAR LA SOCIETE 3CA PETITIONNAIRE

Monsieur le Maire a l'honneur d'informer le public qu'en exécution du Code de l'Environnement et d'un arrêté préfectoral du 1er juillet 2010, une enquête publique est ouverte pendant un mois à partir du 30 août 2010, sur la demande d'autorisation d'exploiter une centrale à production d'électricité, par la Société 3CA, lieudit « Fond des Seize » sur le territoire de la commune de MONCHY AU BOIS.

Un dossier relatif à ce projet est déposé en Mairie de MONCHY AU BOIS.

Les personnes qui auraient des observations à faire valoir au sujet de cette installation sont invitées soit à les adresser par écrit à la Mairie de MONCHY AU BOIS du 30 août 2010 au 30 septembre 2010 inclus, soit à les remettre ou les formuler à M. Michel-Ange MOUQUET, commissaire-enquêteur, qui sera présent en Mairie de MONCHY AU BOIS :

- le lundi 30 août 2010 de 14 h à 17 h
- le jeudi 9 septembre 2010 de 14 h à 17 h
- le vendredi 17 septembre 2010 de 16 h 30 à 19 h 30
- le mardi 21 septembre 2010 de 9 h à 12 h
- le jeudi 30 septembre 2010 de 9 h à 12 h